

L'habitation—Loi

pas. Je m'indigne quand des jeunes couples de ma circonscription qui gagnent \$18,000 par année, viennent me dire qu'ils ne peuvent acheter une maison. Le programme que le gouvernement a élaboré ne peut répondre à leurs besoins parce qu'ils ne répondent pas aux critères. Quelle absurdité!

Une voix: Qu'ils se portent candidats à la députation.

M. Alexander: Un communiqué publié par le Conseil canadien de développement social déclare:

D'après M. Serge Carreau, membre du comité de l'habitation du Conseil canadien de développement social, la récente annonce faite par le ministre chargé des Affaires urbaines, M. Barney Danson, sur les subventions fédérales aux prêteurs privés dans le cadre des programmes d'aide à l'acquisition d'une maison et de construction d'habitations à loyers, de même que les mesures budgétaires annoncées le 18 novembre par le ministre des Finances (M. Turner), révèlent une orientation nouvelle et lamentable de la politique fédérale en matière de logement.

M. Carreau invite tous les Canadiens à s'opposer à cette orientation de la politique fédérale en matière d'habitation qu'il a appelée un dangereux précédent qui bénéficiera essentiellement aux familles à l'aise plutôt qu'à celles qui en ont besoin.

Le comité de l'habitation s'oppose à l'assistance aux prêteurs hypothécaires privés pour les raisons suivantes:

1. La proposition annoncée le 11 décembre par M. Danson, contrairement à ce qu'il affirme, bénéficiera en premier lieu aux familles aisées à revenu moyen. Les maisons construites au prix fort avec l'autorisation de la Société centrale d'hypothèques et de logement dans le cadre de son programme d'aide à l'acquisition d'une maison, ne seront pas à la portée des ménages gagnant moins de \$19,000 à Vancouver et Toronto...

Je pourrais ajouter madame l'Orateur, que c'est moins de \$18,000 à Hamilton tout comme à Ottawa.

● (2030)

On ajoute que les permis ne seront pas accordés à ceux qui gagnent \$16,000 à Halifax, \$15,000 à Saint-Jean et \$14,000 à Montréal, à moins que ces personnes ne consacrent plus de 25 p. 100 de leurs revenus au logement. Même les appartements en copropriété ne seront pas offerts aux familles gagnant moins de \$14,000 à Vancouver, \$16,000 à Toronto, \$13,000 à Ottawa et \$10,000 à Montréal.

Quelle sorte de monstruosité est le bill C-46, madame l'Orateur? Je le répète, le ministre a eu toute liberté de présenter un programme de valeur. Il essaie d'y substituer une mesure provisoire douteuse et de la faire passer pour la solution fondamentale à la crise du logement au Canada. Les gens ne mordront pas. Ils attendaient des innovations de la part du ministre.

Nous ne pouvons tout de même pas voter contre le bill, car c'est un pas dans la bonne direction, tout timide qu'il soit. Le ministre connaît la gravité du problème. J'espère qu'à la première occasion, il discutera avec le ministre des Finances—je ne sais pas combien de temps il restera avec nous—et lui dira qu'un programme de logement ne peut réussir s'il n'aide pas en luttant contre l'inflation. Si le ministre des Finances échoue dans cette entreprise, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines ne réussira pas et tôt ou tard le gouvernement devra rendre compte au peuple. Le plus tôt sera le mieux.

M. Wally Firth (Territoires du Nord-Ouest): Madame l'Orateur, j'aimerais faire quelques commentaires sur l'habitation dans les territoires du Nord-Ouest. Mieux encore, je voudrais parler du logement dans ces territoires sans farder la vérité.

Permettez que je précise: la situation domiciliaire dans les territoires du Nord-Ouest n'est pas simplement mauvaise; elle est pitoyable. Si j'étais premier ministre du Canada et si je connaissais ce qui se passe dans le secteur

de l'habitation de cette région je dirais: «Monsieur le ministre, il existe des conditions de logement si terribles dans ces territoires qu'il y a lieu de les déclarer sinistrés. Trouvez une solution.»

A mon avis la Société centrale d'hypothèques et de logement de même que la Société de logement des territoires du Nord-Ouest n'ont prévu aucune politique pour régler les problèmes de logement dans ma circonscription et c'est là que réside le problème. D'autre part, on peut affirmer qu'il s'exerce un certain genre de politique dans les régions septentrionales, une politique de ségrégation, une politique de ségrégation manigancée, bien financée et exécutée. Un segment de la collectivité vit dans des maisons confortables. Ces gens règlent la température à l'aide de thermostats, ils ont l'eau courante, chaude et froide; ils peuvent prendre une douche et faire leur blanchissage quand ils le veulent. Par contre, les résidents de la collectivité autochtone se voient privés de ces nécessités de la vie.

L'eau joue un rôle important dans une maison, non seulement du point de vue de l'économie domestique, mais sur le plan hygiénique. Plusieurs d'entre nous, qui vivons plus au sud, considérons l'eau dans nos maisons comme une chose normale. Dans le Nord du pays, les autorités semblent avoir comme principe de favoriser les ghettos. Quelques députés ont visité ces régions et ont connu, quelques jours durant, les conditions qui y règnent. Ils savent que les fonctionnaires du gouvernement demeurent dans une partie de la ville et les indigènes, dans une autre.

Je ne voudrais pas citer trop de chiffres, mais je vais me permettre d'en citer quelques-uns concernant Frobisher Bay. Le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Danson) devrait prendre l'avion et aller dans cette région passer quelques heures, il saurait alors ce que je veux dire.

A Frobisher Bay, 70 p. 100 de la population se compose d'indigènes; 35 p. 100 des logements sont habités par des Inuits et ce sont des logements de piètre qualité; d'autre part, les fonctionnaires du gouvernement, fédéral ou territorial, représentent 30 p. 100 de la population. Leurs logements représentent 65 p. 100 des habitations et ce sont les meilleurs que l'on puisse trouver à Frobisher Bay. On trouve à peu près la même situation dans d'autres collectivités des territoires du Nord-Ouest. C'est cela que je veux dire quand j'affirme que les autorités mettent en œuvre une politique de ségrégation planifiée, concertée et bien financée dans cette région. Ce n'est pas à l'honneur du gouvernement.

Dans bon nombre de logis des indigènes, les conditions de vie ne sont pas seulement mauvaises mais pitoyables. Au cours de deux campagnes électorales, je suis allé de porte en porte et j'y ai vu des logements dans un état incroyable. Dans un logis de Cambridge Bay, j'ai causé avec une mère de cinq enfants dont le mari était chômeur. Elle m'a dit: «Regardez mes enfants, voyez les plaies qu'ils ont à la figure». De telles conditions me révoltent et il en va de même des autres députés. Nous ne voulons pas que des familles soient obligées de vivre dans de telles conditions.

Ainsi, dans quelques-unes de ces maisons, il faut faire fondre la neige et la glace sur un brûleur électrique pour pouvoir donner le bain aux enfants ou laver les planchers. Faire fondre de la neige et de la glace sur un appareil électrique pour avoir de l'eau, ce n'est pas très hygiénique. A l'opposé de cela, les fonctionnaires du gouvernement dans notre région peuvent prendre une douche matin et soir sans difficulté. Voilà ce que je voulais signaler.

Les indigènes vivent dans des conditions dégradantes. Il arrive souvent, par exemple, que plus d'une famille doive